

326

Domaine public

J.A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 326 7 août 1975
Douzième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année : 40 francs
pour la fin 1975 : 20 francs

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley

L'escalade

« En raison de votre condamnation pour objection de conscience devant des tribunaux militaires, il est exclu que vous puissiez prétendre à une place d'enseignant dans le canton de Zürich. » Cette sanction est tombée il y a peu, brève et définitive. Elle touchait un enseignant de vingt-sept ans, Erwin Steiner, qui avait eu l'audace de se proposer, à la fin de ses études, pour un poste de professeur dans une école des bords de la Lim-matt. Un cas supplémentaire de discrimination qui bafoue la liberté d'expression: ici, la violation des droits élémentaires du citoyen est d'autant plus évidente qu'apparaît en toile de fond la question de l'objection de conscience dont on sait qu'elle est pendante à Berne, faisant encore l'objet de consultations, après le dépôt de l'initiative de Münchenstein et la publication d'un premier rapport d'experts.

Et le climat qui permet de telles mesures s'est à ce point durci, est devenu à ce point étouffant (le phénomène est plus évident outre-Sarine, aussi parce que l'information y circule mieux et plus vite) qu'il impose les cris d'alarme les plus sérieux. L'itinéraire d'Erwin Steiner montrera que le terme de « chasse aux sorcières » est ici moins excessif qu'il le paraît au premier abord! (Voir aussi DP 323, « Un bâillon pour les enseignants ».)
Donc, Erwin Steiner se destine depuis longtemps à l'enseignement. Déjà pendant son apprentissage dans une banque, il n'a de cesse de réaliser ce projet; il rattrape son examen de maturité et s'engage enfin dans une formation de maître secondaire. Au cours de ses études, il est appelé sous les drapeaux. Objecteur de conscience résolu, il est condamné par deux fois devant des tribunaux militaires où l'on reconnaît pourtant le sérieux de ses motifs. Les juges notent en particulier — c'est important dans la mesure où le Département de l'instruction publique zurichois s'appuie exclusivement sur ces jugements, comme on le verra plus loin — qu'Erwin Steiner agit d'une part sur

la base de certitudes politiques fermes (par exemple en prenant part vigoureusement à une campagne pour la création d'un Institut suisse de la paix) et d'autre part sous l'empire de convictions morales dont l'importance et la réalité ne sauraient être niées (on souligne même son engagement personnel et financier en faveur du développement du tiers monde pour prouver le sérieux de son comportement de pacifiste et de chrétien, même s'il a quitté l'Eglise catholique!).

Après cette condamnation, E. Steiner accomplit deux remplacements dans le canton de Zürich. Lorsqu'il en demande un troisième, intervient un premier refus avec pour toute référence ce passé d'objecteur, considéré comme une tare inexpiable. Et dès cette étape, à travers enquêtes disciplinaires et recours, le processus s'accélère de façon significative (sans que d'autres griefs soient articulés) pour en arriver en quelques mois à cette exclusion définitive de toute fonction dans l'enseignement (citée plus haut).

Sur place, les collègues d'Erwin Steiner se posent un certain nombre de questions, restées évidemment sans réponse jusqu'ici, mais qui ne manquent pas de jeter une lumière trouble sur notre système démocratique: pourquoi E. Steiner est-il devenu subitement dangereux en 1975, alors que son passé n'était pas moins « critiquable » lors de ses remplacements? Le DIP zurichois est-il en possession d'une liste de tous les objecteurs de conscience? A-t-on jamais vu un enseignant révoqué parce qu'il endoctrinait militairement ses élèves (et qui peut prétendre que cela ne se produit pas...)?

Plus largement, outre le problème extrêmement crucial de la liberté d'expression (pour opérer le « tri salutaire » parmi les enseignants réclamé de plus en plus souvent par la droite, on est donc passé sans coup férir des « gauchistes » aux réfractaires au service armé), se posera avec la dernière des urgences la question du statut actuel des objecteurs de conscience, traités par les tribunaux militaires de façon outrageusement sévère et en outre victime d'une ségrégation professionnelle.

La grande fidélité des lecteurs de journaux

L'Analyse Multi Média AMM (présentée par le service des annonces de Ringier) de 1975 vient de paraître. Les publicitaires aux budgets réduits se penchent attentivement sur ces chiffres qui leur permettront d'investir le plus rationnellement l'argent de leurs clients. Nous supposons que les administrateurs des journaux qui découvrent le « management » étudient aussi ces statistiques et établissent des comparaisons entre l'évolution de leur journal et celle de leurs concurrents.

Et les lecteurs ? Habités à consommer, ils ne cherchent pas à connaître les recettes de cuisine. Essayons néanmoins de choisir quelques points de repère indiquant les tendances dans la presse quotidienne suisse en 1975 par rapport à 1974.

Si l'on examine l'évolution des dix principaux quotidiens romands, le couple « Gazette / NRL » étant considéré comme un tout, on constate que l'audience de sept d'entre eux est demeurée la même, c'est-à-dire que l'augmentation ou le recul enregistré reste dans la marge de confiance admise pour des sondages. En revanche dans trois cas, il y a, ou avance significative pour le « Journal de Genève » et la « Tribune de Lausanne », ou recul pour « L'Impartial », qui perd ce qu'il avait gagné l'année précédente.

Trois journaux en pointe

Pour les journaux alémaniques, une grande stabilité également avec, dans leur région principale d'implantation, un progrès de la « National-Zeitung », de l'« Aargauer Tagblatt », du « Tagblatt der Stadt Zürich » (distribué gratuitement dans tous les ménages depuis quelques mois) et sur le plan inter-régional de « Blick ». Les reculs touchent le « Neue Bündner Zeitung », le « Solothurner Zeitung » et « Die Tat ».

Enfin au Tessin, « Il Dovero » est en perte de vitesse.

Pour les périodiques romands, « Trente Jours » dépasse le 50 % de pénétration, « L'Illustré » le 40 %, « Radio TV / Je vois tout » le 25 % et « Femina » le 20 %. Ce sont les périodiques à la plus forte audience et qui offrent aux milieux publicitaires ce qu'ils appellent le plus de possibilités de « contacts ».

Publicité à la TV: encourageant

La publicité télévisée, qui avait fait l'objet d'analyses poussées en 1974, car les données obtenues avaient paru peu concluantes: il y a augmentation de l'audience en Suisse alémanique et en Suisse romande et recul au Tessin.

Saisissons l'occasion pour rappeler que les publicitaires considèrent comme consommateurs intéressants les personnes domiciliées en Suisse âgées de 15 à 74 ans. Au total, actuellement,

Les haut-parleurs de la gauche

Petite expérience le 31 juillet: nous avons cherché à faire le point de la situation de la presse de gauche en Suisse au cœur de l'été, donc en pleine période de sommeil politique et publicitaire. Nous avons lu cinq quotidiens alémaniques reconnus par le Parti socialiste suisse et le seul quotidien romand adhérent à une idéologie de gauche.

Les titres et les tirages des journaux de notre enquête, selon le catalogue de la presse suisse:

- « AZ-Freier Aargauer », Aarau, 11922 exemplaires;
 - « TW », Berne, 11443 exemplaires;
 - « Schaffhauser AZ », Schaffhouse, 5236 exemplaires;
 - « Thurgauer AZ », Arbon, 2587 exemplaires;
 - « Winterthurer AZ », Winterthour, 4037 exemplaires;
 - « Voix Ouvrière », Genève, 8000 exemplaires.
- Seuls « TW » et « Thurgauer AZ » ont un tirage contrôlé.*

4 216 000 individus dont le 73 % en Suisse alémanique (trois régions: 200 Alpes + Préalpes, 300 Plateau ouest, 400 Plateau est), le 23 % en Suisse romande (région 100) et le 4 % en Suisse italienne (région 500).

Ces consommateurs sont répartis en quatre classes de pouvoir d'achat. Il est intéressant de comparer les données par région, en se souvenant que les mieux dotés constituent la classe I et les moins favorisés la classe IV; pour la Suisse romande nous avons mis entre parenthèses les chiffres précédents:

	Suisse romande	alémanique	italienne
Classe I	7 % (8)	7 %	4 %
II	34 % (36)	32 %	29 %
III	48 % (46)	53 %	57 %
IV	11 % (11)	8 %	10 %

Le volume. Trois de ces journaux ont paru sur six pages: « TW », « VO » et « Thurgauer AZ », lequel était enrichi d'un supplément hebdomadaire de six pages, publié avec huit autres journaux de Suisse orientale. « AZ-Freier Aargauer » comptait huit pages et les « AZ » de Schaffhouse, chacun seize. A titre de comparaison, le même jour, le quotidien local « Badener Tagblatt » (tirage 27832 exemplaires) paraissait sur vingt-huit pages. (Evidemment, le volume publicitaire joue un rôle dans la détermination du nombre de pages et les trois quotidiens qui ne s'étendaient que sur six pages comptaient moins d'une page de publicité.)

La solitude de la « VO »

La matière de la « VO », seul journal de langue française considéré, était essentiellement informative. Là, pas d'échange de composition avec d'autres journaux (c'est aussi le cas de « Thurgauer AZ »)! En revanche, trois pages de « TW » et « AZ-Freier Aargauer » sont communes. Il s'agit de pages d'informations internationales et natio-

nales. « TW » publie en outre une page livrée par des œuvres d'entraide et deux pages d'informations locales et cantonales bernoises alors que les cinq pages restantes d'« AZ-Freier Aargauer » se répartissent entre informations suisses et cantonales et publicité (deux pages et demi).

L'audience du « Badener Tagblatt »

Les « AZ » de Schaffhouse et de Winterthour publient de nombreuses pages du « Badener Tagblatt » avec lequel ils ont un arrangement. Il s'agit de huit pages, c'est-à-dire de la moitié du journal dans les deux cas. Rappelons que le « Badener Tagblatt » a la réputation d'être un journal libéral.

Portrait d'une inconnue

La ménagère reste en réalité une inconnue dans le monde économique et social. Dans la foulée de l'Année de la femme, des spécialistes ont tenté, en Allemagne, de donner un visage à cette Madame X qui a l'habitude de répondre « sans profession » aux enquêtes officielles et dont les journées de travail sont pourtant le plus souvent plus longues que celles de son mari (enquête menée à l'Université de Griessen: 1200 épouses, n'exerçant pas d'activité professionnelle, ont répondu aux questions; elles étaient représentatives de six millions de femmes au foyer allemandes, âgées de 18 à 54 ans). Les résultats de cette analyse¹ originale sont assez intéressants pour que nous les résumions brièvement ci-dessous: les « ménagères » helvétiques pourraient se reconnaître dans les traits dégagés qui sont autant de points de repère indispensables pour entreprendre des réformes urgentes.

Première constatation générale: la majorité des ménagères allemandes sont satisfaites d'être res-

¹ Voir aussi, pour la Suisse, le numéro spécial de la « Revue syndicale » consacré à la femme (juin/juillet 75, N° 6/7, case postale 64, 3000 Berne 23).

Notons enfin que trois de ces journaux, « Thurgauer AZ », « Winterthurer AZ » et « Schaffhauser AZ », sont les organes officiels d'un certain nombre de communes, ce qui leur procure des ressources à ne pas négliger et que deux seulement, « Thurgauer AZ » et « Voix Ouvrière », précisent dans leur titre leur couleur, « Organe officiel du Parti socialiste et du Cartel syndical du canton de Thurgovie » pour le premier, et « Organe du Parti suisse du travail » pour la « VO ».

Pour conclure, un petit conseil: lorsque vous allez en Suisse alémanique, pourquoi n'achèteriez-vous pas un journal local pour rafraîchir vos connaissances d'allemand? Vous découvrirez aussi une presse où la gauche est pratiquement absente.

ponsables de l'organisation du foyer et de l'éducation des enfants (elles ne souhaiteraient pas échanger leur rôle contre celui de leur mari). La satisfaction générale des ménagères se rencontre dans toutes les couches sociales. Mais les raisons qu'elles en donnent sont par contre très diverses. Pour une femme d'ouvrier, le travail ménager est beaucoup plus attrayant que le travail à l'extérieur, probablement parce que celui-ci signifierait devoir travailler à la chaîne. A l'inverse, la femme de haut fonctionnaire, qui sait que son mari est déjà très avancé professionnellement, pense qu'elle ne pourrait rien apporter de plus, sa position sociale à lui lui apportant plus d'avantages que sa condition de ménagère ne contient de désavantages.

La naissance du premier enfant

Savoir pourquoi elles sont devenues ménagères, voilà une question à laquelle elles répondent de façon identique dans tous les milieux. C'est moins le mariage qui a joué le rôle que la naissance du premier enfant: cela les a obligées à quitter leur activité professionnelle.

Un autre résultat paradoxal dans ce contexte: on découvre que les femmes ne sont pas préparées, ni formées à ce qu'elles font pendant toute leur vie: éduquer leurs enfants et gérer la maison. La femme moyenne n'a jamais appris à s'occuper d'un nourrisson ou d'un enfant en bas âge, et n'a pas la moindre idée de la psychologie infantine ou de la gestion domestique. Et à l'inverse, elle a souvent reçu une formation — en général certes sans prétentions — pour un métier qu'elle n'exercera en moyenne que huit ans de sa vie. En général, elle était déjà capable de travailler dès l'âge de 16 ans, ce qui peut s'expliquer par le fait que simplement 45 % des ménagères interrogées ont reçu une formation professionnelle complète.

Malaise

Bien entendu, il existe des ombres dans ce tableau rose du contentement général de la ménagère. Ombres parfois très prononcées, symptômes d'un véritable malaise. Un symptôme très clair: la conviction selon laquelle une ménagère doit beaucoup plus donner que recevoir. La vie de famille réclame beaucoup de sacrifices et de renoncement de la part de la mère.

Pas de sécurité propre

D'autre part, une femme sur deux déclarait que si elle avait le choix, elle déciderait à présent de prendre une activité professionnelle. Le plus grand désavantage de la situation de la femme au foyer se trouve dans l'absence d'une sécurité propre. La dépendance du mari provoque la peur. Peur d'une éventuelle perte de l'homme à l'occasion d'un divorce ou d'un décès. Peur de la maladie, peur de la vieillesse. En cas de nécessité, elles devraient gagner elles-mêmes l'argent de tous les jours. Mais leur formation est médiocre, leur expérience professionnelle démodée, et l'offre est ridiculement faible.

On voit mal, dans de telles conditions, d'où pourrait venir le changement: la dépendance engendre la passivité et la résignation.

La fatalité des dépenses militaires ou le plus formidable détournement de fonds de l'histoire

Une aimable ritournelle: « En 1974, les commandes mondiales d'armements ont atteint plus de 550 milliards de francs suisses, soit quinze à vingt fois plus que l'aide totale aux pays en voie de développement » (annuaire de l'Institut international de recherches pour la paix à Stockholm). Une aimable ritournelle face à la réalité des choix budgétaires à travers la planète. C'est, semble-t-il, brasser des lieux communs inutilisables que de rappeler ces chiffres, même dans la foulée de la « Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ». Les budgets militaires passent aujourd'hui pour une fatalité inexorable, et trouvent une justification nouvelle sous le signe de la relance économique. Ce serait rêver que la Suisse prenne une initiative quelconque dans ce secteur, alors qu'elle a pu s'illustrer, comme on aime à le répéter, sur le chemin d'Helsinki... Quitte à nager en pleine fiction, arrêtons-nous un instant sur l'enjeu gigantesque que représentent les dépenses militaires mondiales pour en distinguer de plus près l'aberration, sans pour une fois abonder dans le scepticisme qu'engendre cette question. On peut rêver !

30 millions de dollars par heure

Donc en 1973, dernière année où les estimations peuvent être poussées avec un minimum de certitude, les nations du monde entier ont dépensé chaque heure 30 millions de dollars pour leurs forces armées et leur armement. Et pourtant, il est à noter qu'à part de très rares exceptions, aucun de ces pays ne faisait état d'un budget « offensif » ! on se contentait partout d'assurer ses arrières par le biais d'un budget « défensif » plus ou moins coquet. Au total, toujours pour la même année, le montant mondial des dépenses militaires s'élevait à 240 milliards de dollars, soit un tiers de plus qu'au début des années soixante

(compte tenu de l'inflation...). Détail supplémentaire: on estime que sur ce total, 40 à 50 milliards correspondaient aux dépenses « nucléaires » (entretien et perfectionnement des armes de ce type, dont le stock actuel suffirait, on le sait, à détruire plusieurs fois toute vie sur la planète). D'où une première supposition: si d'ici à la fin de cette décennie les budgets militaires n'augmentaient pas — supposition très optimiste au vu de l'évolution notée depuis 1970 — on en arriverait, pour les années soixante et soixante-dix au total invraisemblable de 4329 milliards; et ce chiffre ne comprend pas les pensions payées aux anciens combattants, les intérêts à verser sur les emprunts de guerre, les coûts des stocks stratégiques de matières premières et toutes les autres dépenses accessoires de cet accabit...

Un coût défiant l'imagination

Outre la menace qu'ils représentent pour l'humanité (voilà une des grands phrases traditionnelles qui font hausser les épaules !), le coût pour la société des investissements en armements défie l'imagination. 4329 milliards: on voit mal l'impact qu'exerce sur l'économie mondiale un détournement de ressources d'une telle importance. 4329 milliards, cela représente les produits nationaux bruts réunis de l'Afrique, du Proche-Orient et de l'Amérique du Sud (à elles seules, les deux principales puissances militaires, l'Union soviétique et les Etats-Unis dépensent à des fins militaires un montant supérieur au revenu annuel de plus d'un milliard d'hommes dans trente-trois des pays les plus pauvres du monde). 4329 milliards: davantage que ce qui est dépensé à travers le monde pour l'éducation de plus d'un milliard d'enfants en âge scolaire, deux fois plus que les sommes consenties au chapitre de la santé publique pour les quatre milliards d'habitants de la

terre, près de vingt fois plus que toute l'aide économique dispensée à l'étranger... et trois mille fois plus que ce qui est investi directement annuellement pour tenter de maintenir la paix.¹

De telles comparaisons permettent de fixer les esprits sur l'importance de l'enjeu; mais elles ne situent pas les coûts sociaux engendrés par une telle priorité à l'échelle planétaire; ces coûts ne sauraient être compris qu'en fonction des besoins restés insatisfaits du fait de l'accent mis sur le budget militaire: l'accroissement des budgets militaires dans le monde a pour contrepartie un déficit de plus en plus important en matière sociale (voir plus loin le tableau montrant que le classement des pays selon leurs dépenses sociales et militaires laisse apparaître clairement que, dans la plupart des cas, la supériorité en armement des principales puissances militaires a été obtenue au détriment du bien-être social).

A ce stade de l'analyse intervient l'estimation du poids des dépenses militaires dans le contexte économique général: là, on calcule généralement ce que représentent les dits budgets par rapport au produit national brut des pays considérés. Et l'on arrive rapidement à la conclusion que les dépenses militaires mondiales ne dépassent pas le 6 % du PNB mondial... Mais est-ce bien ou est-ce mal ? Ce pourcentage est en tout cas inférieur à ce qu'il était au point culminant de la guerre du Vietnam, mais il reste deux fois plus élevé qu'avant la Deuxième Guerre mondiale (alors que le PNB ne représentait pour l'ensemble du monde qu'une faible partie de son montant actuel).

En réalité, cette intervention du PNB dans l'analyse est tout au plus un piège. Elle est reçue avec un certain sourire par le complexe militaro-industriel parce qu'elle lui assure une part dans la croissance économique et un budget de défense accru dans l'ensemble; mais en fait, il n'y a aucune rai-

¹ La plupart des chiffres et le tableau publié sont inspirés du livre de Ruth Leger Sivard « World Military and Social Expenditures » (1974, Editions WMSE, Leesburg, Virginie).

son pour que les budgets militaires dont le principal rôle avoué est d'assurer la sécurité du pays, soient obligatoirement fonction de l'évolution économique. Si l'on s'en tenait à un pourcentage constant entre les dépenses militaires et le PNB, cela impliquerait que la menace militaire pesant sur la sécurité croît inévitablement avec la progression de l'économie: quoi de plus contestable ? Et le principe n'est pas recevable non plus que le complexe militaro-industriel doit nécessairement se développer avec la croissance démographique. En fait, que nous révèle cette comparaison entre PNB et dépenses militaires (très légère baisse dans les années soixante et septante) ? à peu près rien... elle ne reflète en tout cas pas que nous vivons la plus formidable course aux armements jamais connue !

D'où la mise en œuvre nécessaire d'autres paramètres pour apprécier le coût social et économique des investissements militaires.

Prenons par exemple la main-d'œuvre ! Les budgets militaires de l'ensemble de la planète mobilisent environ 21 millions de personnes pour les forces armées régulières et l'on arrive finalement à un total de 50 à 60 millions pour le personnel militaire ou assimilé, soit un effectif de personnes actives qui dépasse en nombre la population totale de la Grande-Bretagne ou l'Allemagne fédérale, et dont la formation professionnelle n'a le plus souvent rien à voir avec les besoins du marché civil du travail. Ce n'est pas le chômage inhérent à la période que nous vivons actuellement qui masquera les manques cruels de personnel qualifié dont souffrent certains secteurs clés, par exemple l'organisation sanitaire.

Prenons aussi la recherche et le développement, secteur où l'accaparement des ressources par le militaire apparaît encore plus nettement ! La recherche joue en effet un rôle moteur dans la course aux armements: des armes toujours plus complexes et coûteuses sont le nerf de la guerre moderne. En tant que consommateur de techniques nouvelles, le secteur militaire de l'économie joue un rôle dominant en matière de recherche et

de développement et l'utilisation qu'il fait du personnel qualifié est sans commune mesure avec la place qu'il occupe dans l'ensemble de l'économie: les dépenses militaires accaparent à elles seules 40 % de toutes les dépenses publiques et privées pour la recherche et le développement ainsi que 25 % de la « matière grise » qui se consacre à la

recherche dans le monde. A comparer avec l'insuffisance notoire de cette même recherche dans le domaine de la santé publique par exemple (4 milliards au total alors que la recherche et le développement en matière militaire représentent 25 milliards) !

SUITE ET FIN AU VERSO

Classement des principales puissances militaires en 1972 et leur rang parmi 132 pays¹ selon des indicateurs sociaux

Pays	Dépenses militaires		Education			Santé publique		
	(en \$ millions)	Rang	Dépenses publiques par tête	Population d'âge scolaire par enseignant	Niveau d'alphabetisation	Dépenses publiques par tête	Nombre d'habitants par médecin	Mortalité infantile par 1000
Etats-Unis	77 638	1	4	12	1	5	17	13
URSS	65 000	2	14	36	1	16	— ²	25
Allemagne Fédérale	9 018	3	10	23	1	2	10	24
Chine	9 000	4	88	51	22	97	89	80
Grande-Bretagne	8 186	5	15	9	19	12	26	13
France	7 286	6	18	12	1	8	23	9
Italie	3 675	7	23	12	26	33	9	31
Japon	2 628	8	21	20	1	54	30	4
Canada	2 258	9	2	6	25	4	15	13
Inde	2 113	10	109	64	83	97	78	93
Pologne	1 945	11	28	35	21	21	14	31
RDA	1 906	12	22	17	13	17	11	13
Iran	1 637	13	64	92	81	57	68	102
Pays-Bas	1 552	14	5	38	1	6	25	1
Tchécoslovaquie	1 543	15	23	28	13	10	4	23
Espagne	1 515	16	42	41	24	47	23	33
Israël	1 490	17	19	9	40	32	31	20
Suède	1 451	18	1	3	1	1	22	1
Australie	1 411	19	13	9	29	19	32	11
Brésil	1 256	20	63	31	61	86	51	76
Egypte	1 136	21	73	91	90	67	48	85
Belgique	1 015	22	8	1	13	11	13	20

¹ Tous les pays dont les dépenses militaires ont dépassé 1 milliard de dollars en 1972. ² Chiffre inconnu.

La fatalité des dépenses militaires (suite)

Continuons donc de rêver, une fois n'est pas coutume ! Et voyons les mesures que permettrait un abattement de pas tout à fait 20 % des dépenses militaires mondiales (inutile de penser même au rôle d'exemple que pourrait jouer la Suisse à ce chapitre...).

Si l'on fait une liste des besoins sociaux élémentaires pour lesquels des estimations approximatives de coût ont été faites par les instances internationales, il faut sûrement mettre en tête la sous-alimentation qui affecte le tiers monde et aussi de nombreux défavorisés dans les pays les plus développés. Il a été estimé qu'en 1973, environ 460 millions de personnes — soit 12 % de la population mondiale — souffraient gravement de malnutrition.

Tripler l'aide agricole

Pour un peu moins de \$ 8 milliards on a pu parer aux besoins alimentaires les plus urgents. Il a été estimé qu'avec \$ 4 milliards annuellement, 200 millions d'enfants sous-alimentés pourraient faire l'objet de programmes spéciaux d'alimentation. Avec \$ 3,5 milliards de plus, on pourrait tripler l'aide au développement agricole.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Achtung

Dans DP N° 319, au détour d'une phrase, je m'en prenais — assez sottement, j'en conviens ! — aux circulaires « venant de Berne », aux articles publicitaires traduits de l'allemand, dont je déplorais le charabia. Généralisation abusive (moi que ne cesse de répéter à mes élèves la belle pensée de Montaigne: « Tous jugements universels sont lâches et dangereux » !) et qui m'a valu la juste

En matière d'éducation, les progrès substantiels réalisés ces dernières années n'ont pas réussi à endiguer l'accroissement constant du nombre des illettrés dans le monde.

Eliminer l'analphabétisme

Sur une population adulte mondiale de plus de 2 milliards et demi, plus de 700 millions sont incapables de lire et d'écrire. Or on a estimé qu'au prix d'une dépense annuelle de \$ 1,5 milliard, l'analphabétisme pourrait être pratiquement éliminé en cinq ans.

Doubler les dépenses de santé

Dans les pays en développement, où les taux de mortalité infantile sont cinq fois plus élevés que dans la moyenne des pays industrialisés, les dépenses publiques annuelles pour toutes les formes de la santé publique ne s'élèvent qu'à \$ 3 par personne. Il en coûterait \$ 7 milliards pour doubler les dépenses annuelles de santé de ces pays, montant qui ne représente même pas le quart de l'ensemble de leurs dépenses militaires. Les investissements mondiaux dans la recherche médicale (\$ 4 milliards) pourraient être doublés si l'on diminuait d'un sixième ceux qui vont à la recherche militaire.

protestation d'un lecteur, traducteur professionnel. Lequel me communique les « prix minima » fixés en février 1975 par l'Association suisse des traducteurs et interprètes (ASTI):

« Travaux simples — la ligne de 50 à 60 signes: Fr: 1.60 - 2.40. Textes spéciaux: Fr. 2.40 - 3.20.

Heure de travail:

A la maison: Fr. 48.—

Au dehors: Fr. 58.—

Travaux de versification:

Le vers: Fr. 16.—

Travaux hors série (titres, slogans, spots, synchronisations):

Commandés, livrés, pas choisis: Fr. 160.—

Choisis pour utilisation limitée: Fr. 320.—

Choisis pour utilisation illimitée: Fr. 480.—

» Les frais de transport en 1re classe de chemin de fer ou en voiture, les repas à l'extérieur, les frais de téléphone, de télégraphe et de télécopieur, le port des envois par exprès exigés par le client, etc., sont comptés en sus. »

Les membres de l'ASTI, m'écrit mon correspondant, s'engagent à ne pas travailler en dessous du tarif minimum, sous peine d'exclusion.

Ce qui veut dire que moi-même et la plupart des traducteurs que je connais ne sauraient être membres de l'ASTI: je ne sais pas que pour une traduction littéraire, autant ait jamais été offert ! Mon correspondant ajoute d'ailleurs que chaque fois qu'il a tenté de traiter avec des éditeurs, il a dû finalement renoncer, les prix proposés étant trop bas et « n'atteignant parfois pas le quart du tarif minimum » ! Ce qui veut dire par conséquent que beaucoup de textes seront traduits par des traducteurs n'ayant parfois pas les qualités requises pour traduire convenablement, ne faisant pas partie de l'ASTI et contraints d'accepter la besogne à un peu n'importe quel prix !

Ce qui veut dire enfin que les traducteurs sont souvent traités « par dessous la jambe »: mal payés; le nom du traducteur pas mentionné; leur traduction utilisée à leur insu — apparemment, la législation concernant la propriété intellectuelle ne les couvre pas toujours ou les couvre insuffisamment.

(Et dans d'autres domaines, la situation est pire: à bon droit, le Freiherr me fait observer que je l'emmène en France ou en Italie, sans du tout m'inquiéter de savoir s'il comprendra la langue du pays...)

A propos: le procès intenté à Cherpillod aura lieu du 18 au 20 août. Si vous êtes là, c'est très intéressant, un procès !

J. C.

Cinquante ans de communisme en chiffres

Le Parti du travail, successeur légitime du Parti communiste de l'entre-deux-guerres, participera aux prochaines élections nationales dans davantage de cantons qu'au cours des dernières élections, ce qui lui permettra, une fois de plus, de réunir plus de suffrages que le Parti libéral. Une tendance récente, puisque cette « supériorité » ne se manifeste que depuis la dernière guerre. Voyons un peu quelle a été la force du Parti communiste, puis du Parti du travail au National depuis 1922 !

La dissidence de Schaffhouse

Dans l'entre-deux-guerres, le Parti communiste a compté deux ou trois conseillers nationaux, élus dans les cantons de Zürich (de 1922 à 1928 et de 1931 à 1939), de Bâle-Ville (de 1922 à 1939) et à Schaffhouse (de 1925 à 1931). Le conseiller national schaffhousois a été réélu en 1931 sur une liste de l'opposition communiste. Il s'agissait de Walther Bringolf dont la dissidence communiste a adhéré au Parti socialiste en 1935.

Le nombre d'électeurs communistes était de 12 600 en 1935 et de 16 000 en 1939.

La Fédération socialiste suisse: 1939

En 1939, plus d'élus communistes, mais quatre représentants de la Fédération socialiste suisse, amis de Léon Nicole exclus du Parti socialiste suisse (deux Genevois et deux Vaudois). Ils furent exclus du Conseil national par vote de ce conseil en 1941, à la suite de l'interdiction de la Fédération socialiste suisse par arrêté du Conseil fédéral du 27 mai 1941.

Sept élus en 1947

Après la levée des interdictions, le Parti du travail participa pour la première fois aux élections nationales en 1947. Il réunit sous son nouveau nom près de 50 000 électeurs, soit sept élus: trois dans le canton de Vaud, deux dans celui de

Genève et un à Bâle-Ville et à Zürich. Des listes, qui n'eurent pas de succès, avaient été déposées dans les cantons de Berne, de Bâle-Campagne, de Saint-Gall, d'Argovie, du Tessin, du Valais et de Neuchâtel. Aux dernières élections, en 1971, on compta des listes du Parti du travail, avec des élus à Genève (3) et dans le canton de Vaud (2), sans élu dans les cantons de Bâle-Ville, de Zürich, du Tessin et de Neuchâtel.

La représentation du Parti du travail au Conseil

national a disparu en 1955 dans le canton de Zürich et en 1959 dans le canton de Neuchâtel de 1967 à 1971.

Le boom du suffrage féminin

Pour terminer, une petite comparaison portant sur les dernières années. C'est en 1963 que le PDT réunit le moins de suffrages (21 000); en 1971, avec l'introduction du suffrage féminin, il passa même le cap des 47 000.

UNE NOUVELLE DE GILBERT BÆCHTOLD

Le crocodile

Le ciel s'éclaircit et je vais m'inscrire à la « Sunset cruise on the Zambezi river », la croisière du crépuscule sur le Zambèze: « Courte croisière au seuil de la nuit au moment le plus délicieux peut-être de la journée.

Relaxation en regardant le soleil se coucher sur le fleuve. 2 dollars 50, boissons non comprises », dit le prospectus.

L'agence m'informe que cette excursion est supprimée et me conseille le tour N° 7: « Sun-downer cruise on the Zambezi river » à 4 dollars. Le même que le précédent, mais avec boissons. Le bateau glisse le long d'un paysage insipide, puis remonte à double allure. Pas le moindre soleil debout ni couché. Un commentaire au micro digne d'une vente de tabliers. Le gin est frelaté, le whisky et le brandy ont lavé des punaises. Je descends à l'intérieur de de la coque. De vieilles dames sont là, le regard au ras de l'eau. Je scrute à mon tour les flots du Zambèze. Alors j'aperçois sa gueule, son immense gueule à dents noires, collée à ma vitre et qui m'observe. Je suis seul à voir ce crocodile. A ma stupéfaction, il ferme un œil et demande, d'une voix lugubre,

à travers le verre:

— Tu ne veux pas baisser la vitre ?

Et il ajoute:

— Autrefois, l'alcool était bon, souvent un passager ivre me basculait dans la gueule. Quand « elle » tombait la première, « lui » sautait pour la sauver et cela me faisait un doublé. Mais depuis leurs boissons au rabais, je mange des herbes et des grenouilles. Tu ne veux pas ouvrir la fenêtre ?

Son regard se voile comme s'il allait pleurer. — Pourtant je t'aurais étourdi d'un coup de queue, dit-il. Tu n'aurais pas souffert.

L'un de ses yeux guette le fond de l'eau tandis que l'autre reste braqué sur moi et il ajoute entre ses dents:

— Je t'ai observé. Il est visible que tu t'ennuies. Et bien moi, dans ce fleuve, ça fait dix ans que je m'em...

Et il plonge.

Bientôt la voix de l'hôtesse s'élève, anglaise, nasillarde:

— A votre droite, vous pouvez voir des herbes et un tronc. Devant le tronc, deux points blancs. Ce sont les yeux d'un caïman. Regardez son double saut ! Il disparaît maintenant dans le fleuve. C'est une chance. Ce plongeon est réservé d'habitude au tour N° 9, à 6 dollars 30.

G. B.

Helvetica

Pendant la semaine de la Fête nationale, « *Blick* » a publié chaque jour une page consacrée à la bataille de Morgarten en novembre 1315. Présentées selon la méthode journalistique de ce quotidien populaire et illustrées de gravures de la collection de la Bibliothèque centrale de Zürich, ces pages ont certainement trouvé des lecteurs qui n'avaient plus ouvert un livre d'histoire depuis leur sortie de l'école. L'histoire vivante en quelque sorte !

— L'édition hebdomadaire « *Sonntags-Blick* » (29) a consacré son thème de la semaine à l'éventualité de l'élection d'un socialiste qui ne serait pas le candidat officiel en cas de vacance socialiste au Conseil fédéral cet automne. Le titre donne le ton: « Jusqu'où peut-on pousser le Parti socialiste suisse ? » (*Wie weit kann man's mit der SPS treiben ?*). Interrogé à ce sujet, Helmut Hubacher, président du PSS, émet à nouveau une hypothèse qui mériterait une autre réponse qu'un haussement d'épaules: « Nous avons été déjà souvent dans l'opposition, par exemple pendant presque tout le premier siècle de notre état fédératif. Peut-être les radicaux devraient-ils entrer une fois dans l'opposition. Ce serait réellement un choc nouveau si nous avions un gouvernement central formé par le Parti socialiste, l'Alliance des indépendants et le Parti démocrate chrétien. »

« *Sonntags-Blick* » se demande, quant à lui, s'il est sage de désigner des membres du PSS selon le bon plaisir des autres partis et de compromettre ainsi les chefs du Parti socialiste comme si l'on voulait provoquer la scission des groupes les plus radicaux: « Ne serait-il pas plus sage, tout en respectant le principe de collégialité, de laisser à chaque parti représenté au gouvernement fédéral le droit de se profiler comme il le désire ? Ce serait au minimum une soupape de sûreté utile à

l'égard des extrémistes qui ne se trouvent pas tous du même côté. » L'auteur de l'article est Hans Fleig.

— Les attaques de la droite contre les collaborateurs de la Télévision alémanique se développent. Le groupement d'auditeurs, constitué à cet effet, prend prétexte de la manière dont l'information a été effectuée dans la question de Kaiseraugst pour recruter des partisans par une campagne d'annonces. L'argent ne semble pas lui manquer.

— Plusieurs journaux ont marqué le 1er-Août par des articles ou des suppléments sortant de l'habituel. Le supplément richement illustré en couleur qu'un certain nombre de quotidiens publient en commun chaque année à cette occasion était consacré à l'année européenne pour la protection des monuments. Le titre: Sauver le passé à l'avenir.

— « *Berner Zeitung* » (177) avait cédé sa première page au conseiller fédéral Brugger qui répondait, par une lettre ouverte, à un Suisse insatisfait (*Brief an einen unzufriedenen Schweizer*). Fort probablement, le chef du Département de

l'économie publique a-t-il tenu compte des messages qui lui parviennent pour essayer d'expliquer publiquement les raisons d'agir du Conseil fédéral dans des temps difficiles.

— « *Die Tat* » (179) a adopté la méthode de la provocation en demandant à six personnalités le discours du 1er-Août qu'elles prononceraient le jour de la Fête nationale devant un public qui ne leur est pas habituel. C'est ainsi que le discours de M. Etienne Junod, président du « Vorort », s'adresse à la Fête nationale de l'Union syndicale suisse, celui de Walter Renschler (VPOD) à une manifestation de Fête nationale de l'Union centrale des associations patronales, le conseiller national nationaliste Valentin Oehen aux Organisations progressistes, Thérèse Weiler (LMR) aux Républicains de Schwarzenbach réunis au Rutli, Arthur Villard à la Société suisse des officiers, et le publiciste militaire D. Brunner-Bohn à des pacifistes. Pourquoi de telles confrontations ne se déroulent-elles que sur le papier ?

— La plupart des quotidiens ont rappelé le 1er août que Walther Bringolf, le militant socialiste schaffhousois, est devenu octogénaire ce jour.

Socialisme sans frontières

Les socialistes suisses sauront-ils profiter du voisinage des grands partis « frères » qui entourent notre pays ? Certains instruments existent qui pourraient favoriser une telle évolution. Trois exemples peu connus :

— Les partis sociaux démocrates du Vorarlberg, de Bavière, du Bade-Wurtemberg et des cantons de Saint-Gall et de Thurgovie collaborent depuis longtemps au sein d'une internationale socialiste du Bodan. Pour la période 1975-1978, elle est présidée par un socialiste allemand, collaborateur scientifique de l'Université de Constance.

— Semblable collaboration existe entre les socialistes valaisans et ceux de Haute-Savoie. Réunis

en juin à Sion, ils ont étudié la situation de l'économie montagnarde dans les deux régions et plus particulièrement les difficultés de l'agriculture de montagne. (Une nouvelle réunion aura lieu l'année prochaine dans la vallée d'Aoste ou en Savoie).

— Les partis sociaux-démocrates de la Suisse du Nord-Ouest, de la Bade du Sud (Allemagne) et de l'Alsace se sont rencontrés récemment pour étudier la situation des travailleurs frontaliers (à l'actif de cette réunion, une résolution réclamant, notamment, la garantie de l'emploi pour tous les travailleurs, et un programme d'interventions parlementaires).